

Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE 27)

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 07/09/2020

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Tel que décrit, le dispositif paraît équilibré en ce qu'il responsabilise les porteurs de projets et les tiers soucieux de développer la filière dans les secteurs où le potentiel de gisement méthanisable se heurte à des problématiques d'éloignement des réseaux tout en leur garantissant le « juste prix » à travers deux mécanismes : le remboursement éventuel et la solidarité nationale via le tarif.

Si ce dispositif ouvre ainsi de nouvelles perspectives en termes d'efficacité financière, il les enferme néanmoins dans un modèle technico-économique réservé aux rebours impropre à la réalité de l'espace vécu d'une part (I) et les subordonne à l'initiative exclusive des GRD à qui la CRE ne désigne comme interlocuteurs que les porteurs de projets (II). D'où une proposition d'adaptation du dispositif qui tient compte des territoires, représentés par la Région et les EPCI à fiscalité propre en charge de la planification énergétique d'une part, les AODE et les communes citées à l'article L. 453-10 du Code de l'Energie d'autre part (III).

I- Contrairement à l'exposé de la consultation, il existe des plans de zonage présentant un I/V supérieur au plafond qui ne prévoient aucun rebours mais plusieurs kilomètres de maillage entre poches de distribution gazière. Conformément à la délibération de la CRE du 14.11.19 (au point 4.2), le GRD n'a présenté ou retenu, après consultation des AODE concernées, que des zonages partiels dit à « I/V réduit » dont la pertinence n'est pas garantie dans l'espace et le temps.

Si ces zonages « réduits » ont pour finalité de répondre au plus vite au droit à l'injection, ils facilitent les effets d'aubaine à moyen terme et invitent à la concentration des projets au détriment des populations locales de proximité et des logiques d'aménagement de l'espace énergétique portées par les territoires, notamment la Région. Ils détériorent enfin encore un peu plus le ratio technico-économique Investissements / Volumes du zonage de raccordement de base, obérant ainsi les possibilités de raccordement de projets sur un secteur géographique pertinent.

II- Créé au même article 94 de la loi EGalim, l'article L. 453-10 du code de l'Energie prévoit la possibilité de créer « *une canalisation de distribution de gaz* [pour permettre notamment le raccordement d'une installation de biogaz] *située hors de la zone de desserte du gestionnaire de ce réseau public sous réserve de l'accord entre l'autorité organisatrice de ce réseau et les communes sur le territoire desquelles la canalisation est implantée...* ».

Cette disposition essentielle à l'atteinte des objectifs fixés par la PPE, les SRADDET et les PCAET suppose a minima d'associer les AODE au processus d'élaboration des zonages de raccordement de telle sorte que le dialogue puisse s'organiser en amont des projets entre les territoires, les porteurs de projets et les gestionnaires de réseaux tant sur ses aspects techniques que financiers. On rappellera à ce titre le rôle important des Commissions Consultatives Paritaires de l'Energie créées par la loi TECV et chargées de coordonner sur chaque département les investissements consentis sur les réseaux d'énergie.

III- A chaque consultation du ou des gestionnaires de réseaux, le SIEGE 27 a systématiquement rappelé qu'aux obligations légales (le droit au raccordement, l'accord entre l'AODE et les communes concernées) doivent correspondre l'obligation morale de leur faire produire les conséquences les plus salutaires du point de vue social,

Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE 27)

exprimées par l'acceptation territoriale et sociale des projets, le développement du mix énergétique et le contrôle des investissements consentis.

A ce titre, le SIEGE rappelle que le décret du 28.06.2019 prévoit la possibilité pour les porteurs de projets ou des tiers de participer au financement des investissements de renforcement sans distinction de nature ou typologie et propose en conséquence d'élargir le dispositif à toutes les formes de renforcement du réseau de distribution en tenant compte autant des intérêts de la communauté des consommateurs que ceux de la collectivité des usagers-contribuables dont la première fait naturellement partie :

- Au crédit des dispositions de l'article L. 453-10 du Code de l'Energie, intégrer les AODE dans le processus d'élaboration des plans de zonage de telle sorte que les modèles de construction créés par les GRD tiennent compte des réalités locales et des objectifs fixés par la Région et les EPCI en charge de la planification énergétique.
- Au crédit du droit à l'injection, l'apport des financements complémentaires nécessaires au respect du rapport I/V mériterait d'être coordonné entre les GRD, l'AODE et les porteurs de projets. A défaut d'obtenir les engagements des porteurs de projets et des tiers, y compris publics (collectivités territoriales et groupements), l'AODE serait consultée sur le zonage de raccordement dit à « I/V réduit » mentionné dans la délibération de la CRE du 14.11.2019 lorsqu'il est possible.
- Au crédit de la communauté des consommateurs, substituer le versement d'une somme normée de 200 000€ par les porteurs de projets ou les tiers par un dispositif de garanties bancaires qui responsabiliseraient autant les porteurs de projets ou les tiers (notamment publics) que les GRD.
- Au crédit de la communauté des usagers-contribuables, intégrer les AODE dans la boucle de contrôle étroit des investissements consentis par les GRD : l'utilisateur-produit d'un territoire et le tiers public (s'il est financièrement sollicité) doivent avoir l'assurance que les programmes d'investissement sont cohérents, adaptés et économiquement justifiables sur le territoire de la concession concernée.

Les dispositions qui précèdent s'inspirent du décret n° 2008-740 du 28.07.2008 relatif au développement de la desserte gazière et aux extensions des réseaux publics de distribution de gaz naturel dont la robustesse et la souplesse d'exploitation ne sont plus à démontrer et dont l'esprit pourrait être étendu à la problématique qui précède.

A noter une coquille dactylographique dans l'exemple d'application mentionné dans la consultation : au cas n°3 et en son deuxième alinéa, il faut sans doute lire 820 000€ plutôt que 810 000€.

Question 3 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Liste des pièces jointes à la contribution :

20-S-0042.pdf

20-S-0022.pdf